

**N°E0640/25112/PEREX/2001.3/GD**

**Etablissements classés dangereux, insalubres ou incommodes de 1ère classe  
Ville de Wavre,**

**LA DEPUTATION PERMANENTE DU CONSEIL PROVINCIAL DU BRABANT WALLON**

Vu la demande introduite le 15 mars 2001 par Monsieur DE SOMMER pour la S.A. OMNIFORM, dans le zoning industriel Nord, avenue Franklin, 2, sur une parcelle cadastrée 1<sup>ère</sup> division Section B n° 44h 2 à 1301 Wavre en vue de pouvoir étendre et réaménager une usine de transformation de matières plastiques (fabrication d'emballages) par extrusion, thermoformage et injection, portant la force motrice totale des différentes machines à +/- 1.170 kW et comprenant :

- vingt machines de thermoformage (force motrice totale +/- 134 kW) ;
- huit machines de moulage par injection (force motrice totale +/- 394 kW) ;
- trois machines de moulage par extrusion (force motrice totale +/- 120 kW) ;
- deux découpeuses (2 x 3 kW) ;
- deux broyeurs (2 x 75 kW) ;
- trois compresseurs (90,45 et 60 kW) ;
- quatre réservoirs d'air (500, 909, 1.000 et 1.850 l) ;
- deux sécheurs (3 et 6 kW) ;
- deux pompes à vide (2 x 8 kW) ;
- une tour de refroidissement (27 kW) ;
- une installation de réfrigération (60,8 et 2 x 11 kW) ;
- une presse à balle (4 kW) ;
- un atelier de travail des métaux avec :
  - ✧ un centre d'usinage (26 kW) ;
  - ✧ une perceuse à colonne (3,7 kW) ;
  - ✧ un tour (4 kW) ;
  - ✧ une fraiseuse (5 kW) ;
- trois transformateurs électriques statiques (630 kVA, 500 kVA et 1.600 kVA) ;
- deux réservoirs à mazout enfouis à double paroi (2 x 12.000 l) ;
- des dépôts de matières plastiques :

✧ pvc (poudre (2 silos) ou rouleaux	+/- 50 T ;
✧ ps (granulés ou rouleaux)	+/- 100 T ;
✧ pp (granulés ou rouleaux)	+/- 50 T ;
✧ apert (rouleaux)	+/- 20 T ;
✧ pvc ou ps broyé	+/- 20 T ;
- un dépôt d'additifs colorants etc. +/- 10 T ;
- un dépôt de produits finis (en apert, pvc, pe et pp) +/- 100 T ;
- un dépôt de cartons +/- 10 T ;
- deux chaudières à mazout à air pulsé.

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Vu la loi du 05 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

Vu l'arrêté n° 13.111/27040/44342/1852 du 14 juin 1979 de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant autorisant, pour un terme de 30 ans, la S.A. NESPAK Benelux à exploiter Zoning Nord, 15 (Chée de Bruxelles) (section B n° 44 L) à Wavre :

une usine de transformation de matières plastiques (polystyrène, P.V.C.) comportant :

1. un hall de fabrication avec deux mélangeurs à poudre, deux « calendrettes », six extrudeuses 60, une extrudeuse 90, une extrudeuse Doloï, une extrudeuse regranuleuse, un compresseur d'air ainsi qu'un appareil de chauffage à air pulsé, mus par des moteurs électriques d'une puissance nominale variant de 0,25 à 150 kW et d'une puissance totale de 700 kW environ ;
2. un hall de stockage des matières premières et des produits finis avec 200 tonnes de P.V.C. en poudre ou en rouleaux, 100 tonnes de polystyrène en poudre ou en rouleaux, 80 tonnes de P.V.C. ou de polystyrène regranulé, 20 tonnes de produits fabriqués, 10 tonnes d'adjuvants et colorants pour P.V.C. ou polystyrène ainsi qu'un appareil de chauffage à air pulsé ;
3. une station de pompage d'eau avec 4 pompes et 1 ventilateur refroidisseur, actionné par des moteurs électriques d'une puissance totale de 24,7 kW ;
4. une cabine de transformation d'énergie électrique avec un transformateur statique d'une puissance nominale de 630 kVA (diélectrique : askarel) ;
5. des dépôts de 10.000 litres de fuel oil léger de chauffage et de 10.000 litres de gasoil Diesel en 2 réservoirs métalliques enfouis.

Vu le Règlement général pour la Protection du Travail;

Vu les plans et renseignements consignés au dossier;

Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a bien été donnée à la demande;

Vu le procès-verbal de clôture du 23 juillet 2001, de l'enquête de commodo et incommodo qui s'est déroulée du 29 juin 2001 au 23 juillet 2001, duquel il résulte que l'installation projetée n'a rencontré aucune opposition ou observation;

Vu l'avis du Directeur de la Direction de Wavre de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, émis le 22 juin 2001 références : F0610/25112/EXP/2001.18/VL/GD et rédigé en ces termes :

« (...)   
Vu la situation du bien en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez ;   
Considérant que la demande vise à obtenir l'autorisation de pouvoir exploiter une usine de matières plastiques (fabrication d'emballages) ;   
Vu le permis d'urbanisme connexe (UDC/99.152) octroyé au demandeur le 09.11.1999 ;   
Vu la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement :   
Avis favorable sous réserve de l'avis du Service de Prévention des Pollutions (...) »

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins de Wavre, émis en séance du 03 août 2001, et motivé comme suit :

« Vu le Règlement général pour la protection du Travail approuvé par les arrêtés royaux des 11 février 1946 et 27 septembre 1947 ;

Vu, avec les plans y annexés, la demande introduite par la S.A. OMNIFORM, (Monsieur DE SOMMER), avenue franklin, n° 2 en vue de pouvoir réaménager et étendre, à la même adresse présentement cadastrée Wavre 1<sup>ère</sup> Division Section B n° 44 h 2, une usine de transformation de matières plastiques (fabrication d'emballages) par extrusion, thermoformage et injection portant la force motrice totale des différentes machines à +/- 1.170 kW ;

Vu le plan de secteur Wavre-Jodoigne-Perwez approuvé par arrêté royal du 28 mars 1979, classant le bien en zone d'activité économique industrielle ;

Vu le procès-verbal d'enquête dressé le 24 juillet 2001 ;

Considérant que l'exploitation prévue est conforme à la destination prévue au plan de secteur ;

Considérant que l'établissement n'est pas implanté sur le chemin d'une école et que par conséquent un avis sur la circulation routière n'est pas requis ;

Considérant que rien ne s'oppose présentement à l'installation projetée, moyennant le respect des normes en vigueur et à venir pour un tel type d'établissement, ainsi que le respect des normes édictées concernant les nuisances dues au bruit ;

DECIDE :

Article 1 :

Un avis favorable est réservé à la demande introduite par la S.A. OMNIFORM ... (...) »

Vu l'avis du Directeur de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement - Division de l'Eau - Service des Eaux souterraines, émis le 13 août 2001, références : DII/M/ 322/2001, et rédigé en ces termes :

« Le site est en zone vulnérable (sables bruxelliens) mais pas en zone de prévention de captage.

Conditions : - enceintes de rétention pour les transformateurs à huiles minérales ;  
- vérification de l'enceinte et changement du transfo à l'askarel (dans les limites de la législation en vigueur. »

Vu l'avis du Directeur du Centre de Charleroi de la Division de la Prévention et des Autorisations, émis le 17 avril 2002, références : 53/D3400//25112/EC1/2001/3/MLI, et rédigé en ces termes :

*Vu le plan des lieux ;*

*Considérant que la requête vise l'extension-réaménagement d'une usine de transformation de matières plastiques (fabrication d'emballages) par extrusion, thermoformage et injection, portant la force motrice totale des différentes machines à +/- 1.170 kW et comprenant :*

- vingt machines de thermoformage (force motrice totale +/- 134 kW) ;
- huit machines de moulage par injection (force motrice totale +/- 394 kW) ;
- trois machines de moulage par extrusion (force motrice totale +/- 120 kW) ;
- deux découpeuses (2 x 3 kW) ;
- deux broyeurs (2 x 75 kW) ;
- trois compresseurs (90, 45 et 60 kW) ;
- quatre réservoirs d'air (500, 909, 1.000 et 1.850 l) ;
- deux sécheurs (3 et 6 kW) ;
- deux pompes à vide (2 x 8 kW) ;
- une tour de refroidissement (27 kW) ;
- une installation de réfrigération (60,8 et 2 x 11 kW) ;
- une presse à balle (4 kW) ;
- un atelier de travail des métaux avec :
  - un centre d'usinage (26 kW) ;
  - une perceuse à colonne (3,7 kW) ;
  - un tour (4 kW) ;
  - une fraiseuse (5 kW) ;
- trois transformateurs électriques statiques (630 kVA, 500 kVA et 1.600 kVA) ;
- deux réservoirs à mazout enfouis à double paroi (2 x 12.000 l) ;
- des dépôts de matières plastiques :
  - pvc (poudre (2 silos) ou rouleaux) +/- 50 T ;
  - ps (granulés ou rouleaux) +/- 100 T ;
  - pp (granulés ou rouleaux) +/- 50 T ;
  - apet (rouleaux) +/- 20 T ;
  - pvc ou ps broyé +/- 20 T ;
- un dépôt d'additifs colorants etc. +/- 10 T ;
- un dépôt de produits finis (en apet, pvc, pe et pp) +/- 100 T ;
- un dépôt de cartons +/- 10 T ;
- deux chaudières à mazout à air pulsé.

*Considérant que le projet est localisé en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez ; que le C.W.A.T.U.P. définit, dans son article 30 la zone d'activité économique industrielle comme étant principalement destinée aux activités à caractère industriel ou aux activités économiques qui, pour des raisons d'intégration urbanistique, de sécurité, de salubrité ou de protection de l'environnement, doivent être isolées ;*

*Considérant que l'extension des bâtiments est déjà construite ;*

*Considérant que le projet ne modifie pas fondamentalement la nature de l'exploitation, mais doit permettre une meilleure organisation de l'activité tout en accroissant la capacité de production ;*

*Considérant que les nuisances potentielles inhérentes à cette exploitation ne devraient pas être augmentée de façon sensible ;*

*Considérant que l'enquête publique n'a suscité aucune réclamation ;*

*J'estime, sous réserve du respect des prescriptions réglementaires et des conditions proposées ci-après, que l'exploitation de cet établissement restera compatible avec son environnement et que l'autorisation sollicitée pourrait être accordée pour un terme venant à échéance le 14 juin 2009.*



**Conditions d'exploitation qu'il conviendrait d'imposer :**

1. *les prescriptions de l'arrêté d'autorisation antérieur (N° 13.111/27040/44342/1852 du 14 juin 1979 )de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant restent applicables ;*
2. *les dispositions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 02 septembre 1981;*
3. *les prescriptions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 (M.B. du 17/01/2001) modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du Travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-services ;*
4. *les conditions d'exploitation en matière de bruit pour un établissement existant situé en zone d'activité économique ou d'extraction ;*
5. *les conditions d'exploitation relatives aux ateliers de travail de matières plastiques ;*
6. *les conditions d'exploitation relatives aux ateliers de travail des métaux ;*
7. *les conditions d'exploitation relatives aux transformateurs électriques statiques. »*

Vu la situation des lieux;

Où le rapport de Madame G. WAUTELET, membre de la Députation permanente;

Considérant que le projet est localisé en zone d'activité économique industrielle au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez ; que le C.W.A.T.U.P. définit, dans son article 30 la zone d'activité économique industrielle comme étant principalement destinée aux activités à caractère industriel ou aux activités économiques qui, pour des raisons d'intégration urbanistique, de sécurité, de salubrité ou de protection de l'environnement, doivent être isolées ;

Considérant que l'extension des bâtiments est déjà construite ;

Considérant que le projet ne modifie pas fondamentalement la nature de l'exploitation, mais doit permettre une meilleure organisation de l'activité tout en accroissant la capacité de production ;

Considérant que les nuisances potentielles inhérentes à cette exploitation ne devraient pas être augmentée de façon sensible ;

Considérant que l'enquête publique n'a suscité aucune réclamation ;

Considérant que l'observation des conditions et prescriptions énumérées ci-dessus est de nature à obvier aux inconvénients inhérents à l'exploitation de cet établissement;

## A R R E T E

### Article 1.

A. L'autorisation sollicitée le 15 mars 2001 par Monsieur DE SOMMER pour la S.A. OMNIFORM, dans le zoning industriel Nord, avenue Franklin, 2, sur une parcelle cadastrée 1<sup>ère</sup> division Section B n° 44h 2 à 1301 Wavre en vue de pouvoir étendre et réaménager une usine de transformation de matières plastiques (fabrication d'emballages) par extrusion, thermoformage et injection, portant la force motrice totale des différentes machines à +/- 1.170 kW et comprenant :

- vingt machines de thermoformage (force motrice totale +/- 134 kW) ;
- huit machines de moulage par injection (force motrice totale +/- 394 kW) ;
- trois machines de moulage par extrusion (force motrice totale +/- 120 kW) ;
- deux découpeuses (2 x 3 kW) ;
- deux broyeurs (2 x 75 kW) ;
- trois compresseurs (90,45 et 60 kW) ;
- quatre réservoirs d'air (500, 909, 1.000 et 1.850 l) ;
- deux sècheurs (3 et 6 kW) ;
- deux pompes à vide (2 x 8 kW) ;
- une tour de refroidissement (27 kW) ;
- une installation de réfrigération (60,8 et 2 x 11 kW) ;
- une presse à balle (4 kW) ;
- un atelier de travail des métaux avec :
  - ✦ un centre d'usinage (26 kW) ;
  - ✦ une perceuse à colonne (3,7 kW) ;
  - ✦ un tour (4 kW) ;
  - ✦ une fraiseuse (5 kW) ;
- trois transformateurs électriques statiques (630 kVA, 500 kVA et 1.600 kVA) ;
- deux réservoirs à mazout enfouis à double paroi (2 x 12.000 l) ;
- des dépôts de matières plastiques :

✦ pvc (poudre (2 silos) ou rouleaux	+/- 50 T ;
✦ ps (granulés ou rouleaux)	+/- 100 T ;
✦ pp (granulés ou rouleaux)	+/- 50 T ;
✦ apet (rouleaux)	+/- 20 T ;
✦ pvc ou ps broyé	+/- 20 T ;
- un dépôt d'additifs colorants etc. +/- 10 T ;
- un dépôt de produits finis (en apet, pvc, pe et pp) +/- 100 T ;
- un dépôt de cartons +/- 10 T ;
- deux chaudières à mazout à air pulsé.

est accordée.

B. Outre les prescriptions du Règlement général pour la Protection du Travail, les conditions suivantes doivent être observées :

1. l'établissement doit être conforme aux indications des plans ci-joints, visés pour être annexés au présent arrêté;
2. les prescriptions de l'arrêté d'autorisation antérieur (N° 13.111/27040/44342/1852 du 14 juin 1979) de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant restent applicables ;
3. les dispositions du Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 02 septembre 1981;

4. les prescriptions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 (M.B. du 17/01/2001) modifiant le Titre III du Règlement général pour la protection du Travail en ce qui concerne les contrôles des dépôts de liquides inflammables et l'implantation et l'exploitation des stations-services ;
5. les conditions d'exploitation en matière de bruit pour un établissement existant situé en zone d'activité économique ou d'extraction (annexe 1 – 7 pages);
6. les conditions d'exploitation relatives aux ateliers de travail de matières plastiques (annexe 2 – 2 pages);
7. les conditions d'exploitation relatives aux ateliers de travail des métaux (annexe 3 – 2 pages);
8. les conditions d'exploitation relatives aux transformateurs électriques statiques (annexe 4 – 2 pages).

#### **Article 2.**

1. L'établissement sera rendu conforme aux nouvelles conditions imposées dans le délai de **12 mois** à partir de la date de la présente autorisation.
2. L'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que l'établissement pourrait occasionner.

#### **Article 3.**

La présente autorisation est accordée pour un terme expirant le **14 juin 2009**.

#### **Article 4.**

Après avoir satisfait aux conditions du présent arrêté, l'impétrant est tenu d'informer le fonctionnaire technique compétent (Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol) de la mise en conformité des installations aux prescriptions imposées.

#### **Article 5.**

A l'expiration du délai visé à l'article 2, 1° du présent arrêté, l'exploitation ne pourra être continuée que moyennant la stricte observation des prescriptions et conditions imposées par le présent arrêté.

L'autorisation pourra être retirée ou suspendue si l'exploitant n'observe pas ces prescriptions ou conditions ou s'il refuse de se soumettre aux obligations nouvelles que l'autorité administrative compétente lui imposerait ou d'adapter son exploitation aux nouvelles dispositions légales, décrétales ou réglementaires qui seront adoptées.

#### **Article 6.**

La présente autorisation ne dispense pas l'impétrant de solliciter et d'obtenir, préalablement à la mise en service, les autorisations requises en vertu d'autres législations, notamment le permis de bâtir imposé par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et, s'il y a lieu, l'autorisation de rejets auprès du Service "Eaux de Surface" du Ministère de la Région Wallonne, avenue Prince de Liège 15 à 5100 Jambes.

#### Article 7.

Une nouvelle autorisation sera nécessaire pour les établissements ou parties d'établissements qui n'auraient pas été mis en activité dans le délai fixé à l'article 2 ci-dessus, qui auraient chômé pendant au moins deux années consécutives ou qui auraient été détruits ou mis temporairement hors d'usage par une cause quelconque résultant de l'exploitation.

#### Article 8.

Toute extension ou transformation de l'établissement lorsque celle-ci entraîne l'application d'une nouvelle rubrique de la liste des établissements classés ou est de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'inconfort inhérents à l'exploitation, fera l'objet d'une demande en autorisation introduite auprès de Monsieur le Gouverneur de la Province du Brabant wallon.

#### Article 9.

Une expédition certifiée conforme du présent arrêté, accompagnée des plans des installations, sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Direction de Charleroi de la Division de la Prévention et des Autorisations, rue de l'Ecluse, 22, à 6000 Charleroi.
- à Monsieur le Directeur de la Direction de Charleroi de la Division de la Police de l'Environnement, rue de l'Ecluse, 22, à 6000 Charleroi.
- à Monsieur le Directeur de la Direction de Wavre de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue de Nivelles 88 à 1300 Wavre.
- à Monsieur le Directeur du Centre de Mons de la Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau - Direction des Eaux souterraines, rue Achille Legrand 16 à 7000 Mons.
- au Service Incendie de Wavre, chaussée de Namur 115 à 1300 Wavre.

Deux expéditions certifiées conformes du présent arrêté, accompagnées des plans des installations, seront adressées **par envoi recommandé** au Collège des Bourgmestres et Echevins de Wavre, siège de l'exploitation, qui notifiera sans autre délai à l'intéressé une copie intégrale de l'arrêté et un exemplaire des plans visés pour y être annexés.

L'arrêté sera affiché in extenso pendant dix jours à la maison communale et au siège de l'exploitation projetée. Cet affichage devra s'effectuer par l'administration communale, dans les cinq jours francs de la réception de la décision intervenue. Toutefois, un avis affiché dans les mêmes conditions pourra remplacer l'affichage in extenso. Cet avis signalera la décision intervenue, en attirant l'attention du public sur le fait que le texte intégral de l'arrêté et les conditions imposées peuvent être consultés à l'administration communale.

#### Article 10.

Un recours auprès de l'autorité administrative supérieure peut être introduit contre la présente décision.

Pour le public, il doit l'être par lettre recommandée, déposée à la poste dans les dix jours qui suivent le premier jour de l'affichage du présent arrêté. Il sera introduit dans les dix jours à compter de la date de notification de l'arrêté par le Collège échevinal si celle-ci précède l'affichage, en ce qui concerne le demandeur.



Quant aux Administrations concernées, elles l'adresseront dans un délai de dix jours à compter de la réception en leurs services de la notification de l'arrêté par la Direction de Wavre de la Direction générale des Pouvoirs Locaux, agissant au nom de la Députation permanente du Conseil provincial du Brabant wallon;

Le recours sera, de toute façon, adressé à Monsieur le Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, avenue Prince de Liège 15 à 5100 JAMBES.

Si le recours émane du demandeur, il sera accompagné du récépissé de versement ou de l'avis de débit du virement de la somme de 37 € en faveur du compte n° 091-2150200-30 du Ministère de la Région wallonne, avenue Reine Astrid 39/43 - 5000 Namur, avec la mention "Recettes générales - recours établissements classés".

Tout renseignement utile peut être obtenu auprès de l'administration communale.

Wavre, le 23 MAI 2002

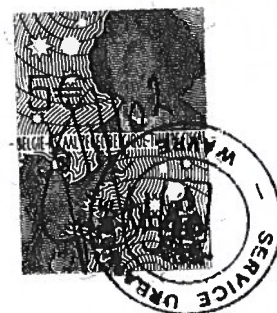
**Présents :** Monsieur E. Hendrickx, Président;  
Mesdames A. André-Léonard, G. Wautelet,  
Messieurs J-P. Deserf, B. Le Hardy de Beaulieu, M. Corthouts, J. M. Flahaut, Membres ;  
Monsieur J.L.Piersotte, Greffier provincial ff.

Par ordonnance :  
Le Greffier provincial, ff  
(sé) J.L. PERSOTTE,

Le Président,  
(sé) E. HENDRICKX,

Pour copie conforme :  
Le Greffier provincial ff,

J.L. PERSOTTE.



## CONDITIONS D'EXPLOITATION EN MATIERE DE BRUIT

**Etablissement existant situé en zone d'activité économique ou d'extraction.**

### 1. DEFINITIONS

On entend par :

**Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A ( $LA_{eq,T}$ ) :** le niveau de pression acoustique pondéré A du bruit continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, aurait la même pression quadratique moyenne que le bruit fluctuant. Il s'exprime en dB(A).

**Bruit ambiant :** le bruit résultant de l'action de toutes les sources de bruit dans un endroit donné à un moment donné.

**Bruit particulier :** l'une des composantes du bruit ambiant qui peut être attribuée à une source particulière.

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A d'un bruit particulier, relatif à une période T, est indiqué par le symbole :  $LA_{eq,part,T}$

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier lié à un établissement n'est généralement pas directement mesurable mais peut être estimé par l'utilisation de techniques et indicateurs appropriés, notamment en corrigeant la mesure des perturbations sonores non imputables à l'établissement, en utilisant la mesure de  $LA_{eq,T}$  de courte durée ( $L_{eq}$  courts) ou en recourant à l'analyse statistique des niveaux de bruits (niveaux acoustiques fractiles  $L_N$  et histogrammes).

**Niveau d'évaluation du bruit particulier  $L_{Ar,T}$  :** le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier de l'établissement, corrigé de deux termes correctifs ( $C_{tonal}$  et  $C_{impulsif}$ ) représentatifs d'éventuels bruits à caractère tonal ou bruits impulsifs.

$$L_{Ar,T} = LA_{eq,part,T} + C_{tonal} + C_{impulsif}$$

**Période de référence :** la période représentative des activités humaines typiques intervenant dans la détermination des valeurs limites.

**Intervalle d'observation :** l'intervalle de temps auquel le niveau d'évaluation se rapporte, c'est-à-dire durant lequel il est intégré et moyenné.

Pour l'application des présentes conditions, la durée de l'intervalle d'observation est fixée à une heure.

**Intervalle de mesure :** l'intervalle de temps pendant lequel les niveaux sonores sont effectivement mesurés.

Les intervalles de mesure sont fixés en fonction des différents paramètres pertinents, notamment la nature et la durée des conditions de fonctionnement de l'établissement concerné, les conditions atmosphériques et la présence d'autres sources sonores perturbantes.

Le fonctionnaire chargé du contrôle ou le laboratoire agréé est compétent quant au choix des intervalles de mesure représentatifs de la situation particulière.

**Mitoyenneté :** la présence d'un mur commun à un établissement et un bâtiment habité par des personnes étrangères à l'établissement.

En l'absence de mur commun, on considère qu'il y a également mitoyenneté lorsqu'il y a risque de transmission du son par voie solidienne.

**Charroi interne :** la circulation des engins de manutention et le transport de marchandises d'un endroit à un autre de l'établissement.

**Bruit à caractère tonal :** un bruit qui comporte une émergence tonale importante.

**Bruit impulsif :** un bruit qui comporte une ou plusieurs impulsions d'énergie acoustique.

## 2. PRINCIPES GENERAUX

En vue de respecter les présentes conditions, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la production de bruit à la source et la transmission du bruit vers les environs. Suivant les circonstances et les possibilités technologiques justifiées selon l'état d'avancement de la technique, il est fait usage d'un réaménagement des sources sonores, d'installations et de dispositifs insonores, d'isolation, d'absorption et de protection acoustique.

Les présentes conditions s'appliquent aux niveaux de bruit à l'immission, c'est-à-dire aux niveaux auxquels est soumis le voisinage d'un établissement, du fait de son exploitation.

Les limites sont applicables au niveau d'évaluation du bruit particulier de l'établissement et doivent être respectées pour tout intervalle d'observation d'une heure dans la période de référence considérée.

Cet intervalle d'observation s'étend sur une heure glissante, c'est-à-dire qu'il peut commencer à tout instant, sans toutefois se répartir sur 2 périodes de référence différentes.

Les présentes conditions s'appliquent au charroi interne et ne s'appliquent pas aux bruits liés à la circulation des véhicules qui entrent ou qui sortent de l'établissement.



## **Endroit de mesurage**

Le choix du ou des endroits de mesurage est adapté à la situation rencontrée.

Les valeurs limites sont fixées en fonction de la zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées. Ces zones correspondent aux zones définies dans le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. Le type de zone est celui qui correspond, en fonction du plan de secteur, à la situation du voisinage susceptible d'être gêné, par le bruit généré par l'établissement. La valeur limite est déterminée, dans chaque cas, en fonction de la situation au plan de secteur de l'endroit où les mesures sont effectuées.

Les prescriptions qui résultent de l'article 6 du décret du 27 novembre 1997, modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, s'appliquent aux zones des plans de secteur en vigueur au 1er mars 1998.

Dans les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, le respect des conditions est imposé en tout point des zones d'immission.

Les mesures sont effectuées aux points les plus sensibles des zones influencées.

Dans les zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc, de loisirs, de services publics et d'équipement communautaire, les mesures s'effectuent uniquement à proximité des habitations.

Les valeurs limites ne s'appliquent pas à l'intérieur des zones d'activité économique ni d'extraction, sauf mention contraire explicite.

Les zones d'aménagement différé sont considérées conformément à leur affectation, telle que mise en oeuvre par la commune.

## **Emplacement du microphone**

Les mesures sont effectuées à l'extérieur, si possible à au moins 3m50 de toute structure réfléchissante autre que le sol.

Les mesures peuvent également être effectuées aux étages des immeubles d'habitation, dans le plan des fenêtres ouvertes.

La hauteur de mesurage préférentielle se situe entre 1.2 m et 1.5 m au-dessus du sol ou du niveau d'étage considéré.

## **Période de référence**

Les valeurs limites, exprimées en dB(A), sont déterminées en fonction des périodes de référence.

Les jours ouvrables, samedis compris, sont découpés en trois types de périodes de référence :

- la période de jour s'étend de 7h00 à 19h00;
- la période de transition s'étend de 6h00 à 7h00 et de 19h00 à 22h00;
- la période de nuit s'étend de 22h00 à 6h00.





Les dimanches et jours fériés sont découpés en deux types de périodes de référence, la période de jour étant assimilée à la période de transition. Par conséquent :

- la période de transition s'étend de 6h00 à 22h00;
- la période de nuit s'étend de 22h00 à 6h00.

### 3. VALEURS LIMITES

Valeurs limites applicables aux établissements existants situés en zone d'activité économique ou d'extraction :

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7h-19h	Transition 6h-7h 19h-22h	Nuit 22h-6h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200m de la zone d'activité économique mixte dans laquelle est situé l'établissement	60	55	50
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	55	50	45
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	55	50	45
IV	Zones de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50
V	Zones de loisirs	60	55	50

### 4. MITOYENNETE

En cas de mitoyenneté, des mesures complémentaires sont effectuées à l'intérieur des bâtiments étrangers à l'établissement, dans les locaux habituellement occupés par des personnes, portes et fenêtres fermées, à une hauteur au-dessus des planchers comprise entre 1,2 m et 1,5 m et, si possible, au moins à 1 m des murs sans fenêtres et à 1,5 m des murs comportant des fenêtres.

Les valeurs limites à l'intérieur sont les suivantes :

- 35 dB(A) en période de jour
- 30 dB(A) en période de transition
- 25 dB(A) en période de nuit.

Les limites imposées à l'intérieur des habitations sont complémentaires aux limites fixées à l'extérieur, qui sont toujours d'application.

## 5. BRUITS A CARACTERE TONAL

### Détection

La détection d'un bruit à caractère tonal justifiant un terme correctif s'effectue par une analyse en bandes de tiers d'octave.

Si la présence d'un bruit à caractère tonal est suspectée, mais qu'elle ne peut être mise en évidence par l'analyse en 1/3 d'octave, le responsable de la mesure peut recourir à l'analyse en bandes de 1/24 d'octave.

### Correction

Le terme correctif  $C_{\text{tonal}}$  intervenant dans le calcul du niveau d'évaluation du bruit particulier est fonction de l'émergence tonale, c'est-à-dire de la différence entre le niveau de la bande émergente et la moyenne arithmétique des niveaux des bandes voisines.

Si l'émergence tonale est à la limite de deux bandes voisines, on prendra comme niveau pour la bande la somme énergétique des niveaux des deux bandes concernées.

#### Analyse en 1/3 d'octave

En fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB, présente dans le bruit particulier de l'établissement, on applique la correction indiquée dans le tableau suivant :

Emergence (dB)	Terme correctif (dBA)
$6 < E \leq 9$	3
$9 < E \leq 12$	4
$12 < E \leq 15$	5
$15 < E$	6

#### Analyse en 1/24 d'octave

En fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB, présente dans le bruit particulier de l'établissement, on applique la correction indiquée dans le tableau suivant :

Emergence (dB)	Terme correctif (dBA)
$12 < E \leq 15$	2
$15 < E \leq 18$	3
$18 < E \leq 21$	4
$21 < E \leq 24$	5
$24 < E$	6

Ne sont pas prises en compte les émergences pour lesquelles le niveau pondéré A de la bande émergente est inférieur de 15 dB ou plus, à la valeur globale du spectre exprimée en dB(A).



## 6. BRUITS IMPULSIFS

### Détection

Un bruit peut être qualifié d'impulsif si la mesure selon la caractéristique dynamique "impulse" fournit un niveau maximal supérieur de 5 dB(A) au niveau maximal selon la caractéristique dynamique "slow".

Le caractère impulsif d'un bruit peut également être mis en évidence par la mesure des  $LA_{eq,10msec,max}$ . Dans ce cas, un bruit peut être qualifié d'impulsif si l'on constate une augmentation de 10 dB(A) ou plus entre deux  $LA_{eq,10msec}$  successifs et si la durée du phénomène n'excède pas 1 seconde.

### Correction

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement comporte des bruits impulsifs répétitifs, un terme correctif  $C_{impulsif}$  de 5 dB(A) est appliqué aux intervalles de mesures caractérisés par des bruits impulsifs.

Si le ou les bruits impulsifs sont considérés comme "isolés", ils doivent être limités de telle sorte que l'on ait, selon la méthode de mesure utilisée :

$$LA_{imp,max} \leq 75 \text{ dB(A)} \quad \text{ou} \quad LA_{eq,10msec,max} \leq 80 \text{ dB(A)}.$$

$LA_{imp,max}$  est la valeur maximale atteinte par le niveau de pression acoustique pondéré A, mesuré selon la caractéristique dynamique "impulse", durant l'intervalle de mesurage.

$LA_{eq,10msec,max}$  est la valeur maximale atteinte par le  $LA_{eq,10msec}$ , durant l'intervalle de mesurage.

## 7. APPAREILS DE MESURE

Les instruments de mesures sonométriques répondent aux exigences fixées par les normes CEI 651 et CEI 804 pour les appareils de classe I.

## 8. CONDITIONS METEOROLOGIQUES

Les mesures ne peuvent être réalisées en cas de précipitations ou lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s.

## 9. RAPPORT DE MESURAGE

Le rapport de mesurage doit comprendre les renseignements suivants, au besoin avec un justificatif de la part du responsable de la mesure.

- Nom du responsable de la mesure  
Nom de l'auteur du rapport

- Date, heure et durée de la mesure (périodes de mesurage)
- Localisation de la mesure (zone)
- Identification de l'établissement
- Description des bruits perçus : variabilité, intermittence, caractère tonal ou impulsif
- Conditions météorologiques
- Type et caractéristiques de l'appareil de mesure
- Méthode de mesure
- Grandeurs mesurées (niveaux équivalents, niveaux statistiques,...) et résultats obtenus





## CONDITIONS D'EXPLOITATION RELATIVES AUX ATELIERS DE TRAVAIL DES MATIERES PLASTIQUES.

### CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

**Art. 1.** Sans préjudice des dispositions du Règlement Général pour la Protection du Travail (R.G.P.T.) et du Règlement général sur les Installations Electriques (R.G.I.E.), les prescriptions suivantes s'appliquent aux ateliers pour le travail des matières plastiques lorsque la force motrice totale est supérieure à 10 kW.

### CHAPITRE II - INSTALLATION

**Art. 2.** L'atelier est situé à l'air libre ou dans un local. Dans ce dernier cas, il est séparé de tout local habité ou fréquenté par le public par des murs, plafonds, cloisons présentant une résistance au feu d'au moins 2 heures.

Les portes présentent au minimum la même résistance au feu.

**Art. 3.** Seule l'électricité est admise pour l'éclairage artificiel de l'atelier.

**Art. 4.** Les appareils et les canalisations électriques se trouvant dans l'atelier doivent correspondre aux prescriptions techniques de matériel d'un mode de protection prévue pour une zone Y.

En particulier, les appareils électriques sont conçus de manière à atteindre, au minimum, les degrés de protection repris ci-après :

1. Pour le travail des matières plastiques dans un local : IP 4X;
2. Pour le travail des matières plastiques en plein air : IP 44 ;
3. Dans les ateliers où se dégagent d'abondantes poussières de matières plastiques impalpables : IP 5X.

**Art. 5.** Les sciures, copeaux ou poussières résultant de l'activité sont aspirés à l'endroit de leur production , récoltés dans des sacs ou autres récipients adaptés et évacués selon la législation en vigueur.

Avant d'être rejeté à l'extérieur, cet air d'aspiration passe par un dispositif de dépoussiérage conçu de telle sorte que le rejet total de poussières soit inférieur à  $50 \text{ mg/Nm}^3$ .

**Art. 6.** Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement des moteurs, transmissions, engins de manutention etc. ou par des procédés de travail mis en oeuvre ne puissent incommoder le voisinage ou nuire à la stabilité des constructions.

A cet effet, des amortisseurs de vibrations adaptés sont placés entre le sol et le socle des machines, selon les circonstances.

**Art. 7.** Pour tous les sujets relatifs au niveau de pression acoustique mesuré dans le voisinage, sont d'application les conditions d'exploitation particulières relatives au bruit



**Art. 8.** Les générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide ou gazeux ainsi que les conduits de fumée sont conçus et équipés suivant les prescriptions de l'article 52 du RGPT. Si le chauffage est électrique, le radiateur est du type hermétique et adapté à la zone Y.

**Art. 9.** La combustion doit s'effectuer dans des conditions telles qu'il n'en résulte aucun inconvénient pour le voisinage.

En particulier les rejets dans l'atmosphère se font à une hauteur suffisante pour assurer une bonne dispersion et à au moins 1 mètre au-dessus du niveau du faite du toit du bâtiment.

### **CHAPITRE III - PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE.**

**Art.10.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 52 du RGPT , l'exploitant prend les précautions indispensables, indiquées par les circonstances , pour pouvoir prévenir l'incendie et l'explosion et pour pouvoir combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie , donner l'alerte et l'alarme, assurer la sécurité des personnes et si nécessaire pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger, avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie.

**Art. 11.** L'exploitant met en place un matériel de lutte contre l'incendie suffisant et adapté aux circonstances . Pour la détermination de ce matériel , il consulte au préalable le Service Régional d'Incendie.

**Art. 12.** L'interdiction de feu nu et l'interdiction de fumer doivent être signalées au moyen des pictogrammes réglementaires dans tous les lieux de l'établissement où existe le danger d'incendie ou celui d'une atmosphère explosible.

**Art. 13.** Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, aisément accessible et judicieusement réparti. Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.

**Art. 14.** L'atelier de travail ou l'entrepôt de matières plastiques ne peut servir au stockage permanent de liquides inflammables.

**Art. 15.** Il est interdit de déposer des matières inflammables ou aisément combustibles, des récipients contenant ou ayant contenu des matières inflammables ou des récipients contenant des gaz comprimés, liquéfiés ou dissous à proximité de foyers ou de sources de chaleur quelconque.

**Art 16.** Les déchets combustibles, sciures..., sont entreposés dans un endroit réservé à cet effet et régulièrement évacués hors de l'établissement sans dispersions gênantes pour le voisinage.

### **CHAPITRE IV - CONTROLES .**

**Art. 17.** Avant la mise en service, l'installation électrique est contrôlée par un organisme agréé ainsi que lors de toute modification importante.

**Art. 18.** Avant la mise en service, les installations sont contrôlées par le Service d'incendie territorialement compétent.

**Art. 19.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports établis par l'organisme ou le service qui a effectué les contrôles prescrits par les articles 13, 17 et 18 des présentes conditions.

## CONDITIONS D'EXPLOITATION RELATIVES AUX ATELIERS DE TRAVAIL DES METAUX

### CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

**Art. 1.** Sans préjudice des dispositions du Règlement général pour la protection du travail, les prescriptions suivantes s'appliquent aux ateliers de travail des métaux visés par la rubrique 258 du Chapitre II du Titre Ier du R.G.P.T.

### CHAPITRE II - INSTALLATION

**Art. 2.** L'atelier est situé dans un local séparé de tout local habité ou fréquenté par du public.

**Art. 3.** Seule l'électricité est admise pour l'éclairage artificiel de l'atelier.

**Art. 4.** Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement des moteurs, transmissions, engins de manutention etc. ou par des procédés de travail mis en oeuvre ne puissent incommoder le voisinage ou nuire à la stabilité des constructions.

**Art. 5.** Les générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, solide ou gazeux, ainsi que les conduits de fumée sont conçus et équipés suivant les prescriptions de l'Article 52 du Titre Ier du R.G.P.T.

**Art. 6.** Un endroit spécifique est prévu pour le stockage des huiles ainsi que pour le stockage des déchets solides et liquides.

### CHAPITRE III - EXPLOITATION

**Art. 7.** Les limailles et chutes de métaux ainsi que les autres déchets, solides et liquides, sont récoltés à l'endroit de leur production, stockés sélectivement et évacués conformément à la législation en vigueur.

**Art. 8.** Les poussières produites lors d'un décapage mécanique sont aspirées et conduites vers un dispositif de dépoussiérage conçu pour limiter la concentration en poussières rejetées à l'atmosphère à 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Art. 9.** La destruction de chiffons, d'huiles et matières quelconques par combustion ou leur utilisation comme combustible est interdite.

**Art. 10.** L'application de peintures par procédés pneumatique ou autres est interdite, sauf autorisation préalable délivrée par l'Autorité compétente.



#### **CHAPITRE IV - PREVENTION DE LA POLLUTION DU SOL**

**Art. 11.** Les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol de liquides s'échappant accidentellement des récipients et des machines :

- a) les récipients, fixes ou mobiles, sont placés dans un encuvement étanche aux liquides;
- b) pour les récipients mobiles, un bac de rétention mobile est considéré comme un encuvement;
- c) la capacité de l'encuvement est au moins égale à celle du plus grand récipient qui y est contenu;
- d) toute liaison directe de l'encuvement avec un égout public, un cours d'eau ou un dispositif quelconque de récolte des eaux de surface est interdite.

**Art. 12.** L'encuvement ne peut être remplacé par un autre système de recueil de liquides que si celui-ci garantit une sécurité au moins équivalente.

#### **CHAPITRE V - PREVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

**Art. 14.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 52 du RGPT, l'exploitant prend les précautions indispensables, indiquées par les circonstances, pour pouvoir prévenir l'incendie et l'explosion et pour pouvoir combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie, donner l'alerte et l'alarme, assurer la sécurité des personnes et si nécessaire pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger, avertir immédiatement le service communal ou régional d'incendie.

**Art. 15.** L'exploitant met en place un matériel de lutte contre l'incendie suffisant et adapté aux circonstances. Pour la détermination de ce matériel, il consulte au préalable le service régional d'incendie.

**Art. 17.** Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état d'entretien, protégé efficacement contre le gel, bien signalé, aisément accessible et judicieusement réparti. Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la permanence de la qualité des produits d'extinction d'incendie en les renouvelant avant leur date de péremption.





## CONDITIONS D'EXPLOITATION RELATIVES AUX TRANSFORMATEURS ELECTRIQUES STATIQUES

### CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

**Art. 1.** Sans préjudice des dispositions du Règlement général pour la protection du travail et du Règlement général des installations électriques - rendu obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 - qui sont applicables, et sans préjudice de l'arrêté royal du 9 juillet 1986 réglementant les substances et préparations contenant des polychlorobiphényles et polychloroterphényles, les prescriptions suivantes s'appliquent à tout transformateur statique d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 250 kVA.

### CHAPITRE II - INSTALLATION DU TRANSFORMATEUR

**Art. 2.** Tout local contenant un transformateur est construit en matériaux incombustibles.

**Art. 3.** Des mesures sont prises, soit par l'éloignement, soit par interposition d'un écran incombustible, pour qu'un incendie éventuel du transformateur ne puisse se propager à un dépôt de substances inflammables ou toxiques.

**Art. 4.** Des mesures sont prises pour empêcher l'accès au transformateur par des personnes qui n'y sont pas appelées pour des raisons de service.

**Art. 5.** La signalisation de danger, conformément aux prescriptions du Règlement général des installations électriques, est apposée à un endroit apparent.

Un écriteau avertisseur, placé à un endroit apparent et portant en caractères inaltérables l'inscription:



HAUTE TENSION  
DANGER DE MORT

signale au public la présence d'appareils à haute tension dans la cabine.



### **CHAPITRE III - BRUIT**

**Art. 6.** Les mesures nécessaires sont prises pour que le bruit inhérent au fonctionnement du transformateur, susceptible d'atteindre le voisinage ou le public, soit réduit le plus possible. Entre autres, le transformateur est judicieusement placé dans l'établissement en l'éloignant le plus possible des immeubles ou des zones fréquentées par le public.

**Art. 7.** Les conditions d'exploitation relatives au bruit sont d'application pour tous les sujets relatifs au niveau de pression acoustique mesuré dans l'environnement.

### **CHAPITRE IV. — PREVENTION DE LA POLLUTION DU SOL**

**Art. 8.** Des mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol des liquides s'échappant accidentellement des transformateurs situés au niveau du sol.

A cet effet, ces transformateurs sont placés dans un encuvement étanche et incombustible d'un volume au moins égal à celui du liquide contenu dans le transformateur.